

# LE COMBAT SYNDICALISTE

**CNT** MENSUEL DE LA  
Confédération Nationale du Travail



ÉTÉ 2020/N° 453

2€

## LE MONDE ENTIER DÉTESTE LA POLICE sa brutalité, son racisme, son sexisme



À partir de 2 tableaux de Jean-Michel Basquiat

### Lutte syndicale

- Pressions et répression à l'inspection du travail. La mise à pied d'Anthony Smith. P3
- Renault veut sacrifier Choisy. Le site de Val-de-Marne voué à fermer... Garder l'usine Renault et ses emplois. P4
- La reprise des hostilités sociales. De l'éducation, de la santé, des services publics ! P5
- Il y a dix ans, la lutte contre la crèche à profit « People & Baby » P6
- Création de un section syndicale à l'école. Une section CNT dans l'école en occitan de Toulouse. P8

### Ici et maintenant

- Le monde entier déteste la police. George Floyd victime de la police raciste et meurtrière. P2
- Intox et théories complotistes masquées, sous couvert de critique de gestion calamiteuse de la crise. P7
- La Covid-19 assigne les marins au travail. Contrats d'embarquement prolongés sans rapatriement : les marins de commerce soumis aux armateurs. P10&11
- Vive les vacances et crosse en l'air ! Pandémié-es, confiné-es, sacrifié-es, révolté-es ... P12&13

### International

- Amériques, Turquie, USA. P 14 à 19

### Culture

- Te plains pas, c'est pas l'usine. L'exploitation en milieu associatif. Lily Zalzett et Stella Fihn.
- Viva l'anarchie ! Bruno et Corentin Loth.
- Philémon, vieux de la vieille, Lucien Descaves.
- Lucky Losers, Laurent Malot.
- Hommage à Hélène Châtelain. P20 à 23

# Le monde entier déteste la police

George Floyd, énième d'une très longue liste de victimes de la police raciste et meurtrière.

Le 25 mai, George Floyd, 46 ans, décède lors de son interpellation, le genou du policier posé sur la gorge en murmurant « *Je ne peux plus respirer* ». Il a fallu trois nuits d'émeute pour que le policier soit inculpé. Cette mort s'ajoute à une longue liste.

Chaque année aux États-Unis, territoire autoproclamé « paradis de la démocratie », un millier de personnes, majoritairement afro-américaines, meurt sous les coups de la police. Toujours le même scénario macabre : le 23 février 2020, Brünswick, Géorgie : Ahmud Arbery, jeune homme noir faisant du jogging est abattu par deux blancs, un ancien policier et son fils, qui n'ont été inculpés qu'après une mobilisation. La personne qui a filmé les faits subit des pressions. En 2016, à Baton-Rouge, Louisiane, deux policiers tuent Alton Sterling, trois balles chacun. En 2015, Eric Garner meurt entre les mains de la police new-yorkaise, acte qui amplifia le mouvement Black Lives Matter (« *Les vies noires comptent* »), mouvement de défense des victimes de violences policières. Le policier échappe à toute condamnation.

Le 24 avril 2015, banlieue de Dallas : Jordan Edwards, 15 ans, est tué par un policier.

En juillet 2016, Philando Castile est abattu par un policier lors d'un

contrôle routier à Falcon Heights,

exigent le droit à la dignité.



La ségrégation n'est supprimée que sur le papier. Le racisme demeure une gangrène véhiculée par les suprémacistes blancs, les nostalgiques du Ku Klux Klan. C'est désormais avec l'uniforme de la police, à visage découvert et en toute impunité, qu'on exécute au coin d'une rue ou dans un commissariat. Bénéficiant de nombreux soutiens dans la mouvance suprémaciste blanche, Trump a tweetté « *Si des émeutes commencent, on commencera à tirer* ». La triste phrase du chef de la police de Miami à la fin des années 60, lors de violences raciales dans cette ville.

L'histoire rappelle de quelle violence l'État américain est capable. Agressions à la bombe contre des militants des Black Panthers, provocations et peines

de prisons à vie contre ceux et celles qui osent résister. Léonard Peltier, militant de la cause indienne, en prison depuis 40 ans. Mumia Abu-Jamal, en prison depuis plus de 37 ans. Les militant-es du syndicat des Industrial Workers of the World pourchassé-es, emprisonné-es, exécuté-es comme ce fut le cas de Joe Hill. La liste est longue...

Minnesota. Un an après, le policier responsable du meurtre est acquitté. En avril 2015 à Baltimore, des émeutes éclatent après la mort du jeune Freddie Gray.... Dans la plupart des cas, la justice relaxe et acquitte les auteurs de ces assassinats policiers racistes dont les victimes appartiennent aux catégories sociales exploitées et opprimées, sur fond de société où les discriminations ont force de loi.

Face à des actes ignobles, l'émeute est une réaction immédiate, un geste de survie des catégories sociales qui

Internationaliste, notre syndicalisme de classe exprime naturellement toute sa solidarité avec les victimes de la répression. Nous savons que la pouvoir américain attise les divisions parmi les travailleuses et les travailleurs pour mieux exploiter et opprimer. C'est ce qu'avaient compris les Black Panthers qui menaient une lutte antiraciste radicale du point de vue de la lutte des classes. Aujourd'hui le peuple, uni, est dans la rue. Solidarité avec les victimes de violences policières, à Minneapolis et partout ailleurs. ●

La liste est longue...

La CNT

## Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello  
N° de CPPAP : 0623 S 0651

## Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org  
CS c/o CNT Stics 13  
c/o 1 000 Bâbords  
61, rue Consolat 13001 Marseille

## Administration

cs-administration@cnt-f.org  
C/O CNT 18 Avenue de Sierre  
07200 Aubenas

## Abonnements

cs-administration@cnt-f.org  
C/O CNT 18 Avenue de Sierre  
07200 Aubenas

Impression sur papier certifié

PEFC

Imprimerie Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre  
Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué.es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou-ttes !

# Pressions et répression à l'inspection du travail

La mise à pied d'Anthony Smith, à la demande directe de l'employeur visé par un référé, illustre la soumission de l'inspection du travail au patronat.

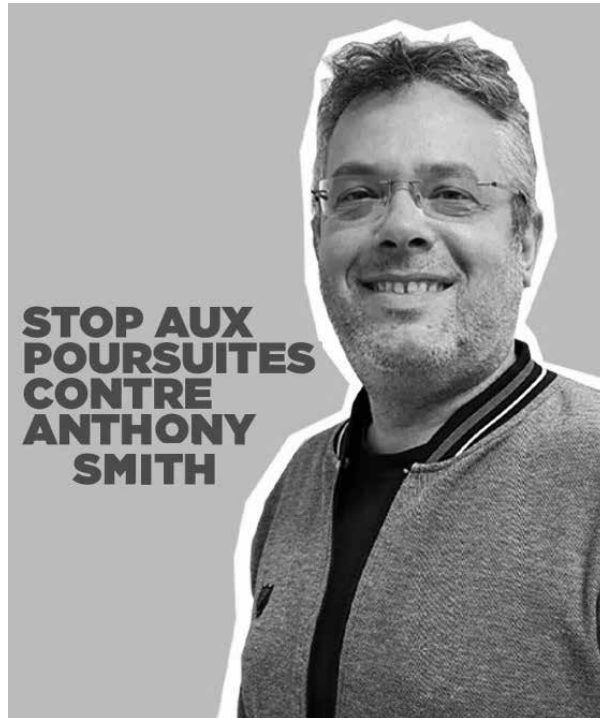
Inspecteur du travail dans la Marne, Anthony Smith a agi pour protéger la santé et la sécurité de salarié-es de l'aide à domicile pendant le confinement. Le 15 avril, sa hiérarchie l'a interdit de travail. La mise à pied d'un inspecteur du travail vise la mise au pas de toutes ses collègues. En plein état de guerre contre la pandémie, la sanction sonne comme une déclaration de guerre à l'Inspection du travail et à l'ensemble du monde du travail. Deux mois plus tard, la sanction n'est toujours pas levée.

Le ministère est passé des pressions à la répression avec la suspension de l'inspecteur du travail et compagnon de lutte Anthony Smith. Sa faute ? Avoir osé engager une procédure de référé à l'encontre d'une entreprise et pour faire respecter des conditions sanitaires satisfaisantes pour la santé et la sécurité des travailleur-euses. Traduit par le ministère du travail, la faute serait d'avoir « *méconnu de manière délibérée, grave et répétée les instructions de l'autorité centrale du système d'inspection du travail concernant l'action de l'inspection durant l'épidémie de Covid-19* »..

## ■ Un référé sans en référer

En fait, après le rappel des obligations légales resté sans effet, il a simplement initié sans l'aval de sa hiérarchie une procédure de référé afin que soient notamment prescrits des masques pour les salariées d'une structure d'aide à domicile (particulièrement exposées au virus de par

leur activité) et d'avoir fait des rap-



pels de la réglementation à d'autres boîtes de son secteur, demandant là encore notamment des équipements de protection individuelle pour les salarié-es.

Ce dernier coup s'inscrit en effet dans une longue liste de pressions, intimidations, ordres illégaux qui foulent au pied la convention internationale n°81 de l'Organisation internationale du travail garantissant les droits et missions des agent-es de l'Inspection du travail, notamment leur indépendance.

## ■ Mise à pied, reprise en main

Toutes les plaintes patronales, politiques, préfectorales sont aujourd'hui relayées en interne pour faire pression sur les agent-es. Jamais le flicage et la volonté de reprise

en main de l'Inspection du travail n'ont été aussi généralisés et violents depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce gouvernement utilise la crise sanitaire comme cheval de Troie pour mettre sous tutelle l'Inspection du travail et la réduire à un organisme croupion chargé de faire de l'accompagnement gouvernemental des entreprises, dans la continuité de l'activité économique prônée à tout prix.

Au-delà de l'action de l'Inspection du travail, de nouvelles ordonnances attaquent une fois de plus les droits des travailleur-euses. Durée du travail, congés payés, jours fériés... le message est clair : c'est aux travailleur-euses de payer les conséquences sociales de la crise sanitaire. Le monde d'après s'affirme et s'annonce encore plus violent pour les salarié-s si nous ne luttons pas pour inverser cette tendance mortifère.

Si le ministère du travail a pour seul objectif la sauvegarde des profits, les agent-es de l'Inspection du travail, en continuant à exercer leur missions de sauvegarde de la santé et la sécurité des travailleur-es, n'entendent pas se laisser instrumentaliser ni céder aux pressions patronales ou politiques.

Nous appelons l'ensemble du monde du travail à se mobiliser contre cette nouvelle attaque portée à l'indépendance de l'Inspection du travail au service des salarié-es. ●

La CNT

## Soumission passive

L'atonie forcée, admise sans résistance pendant le confinement.

Billet d'humeur amère.

**L**es médias, unanimes, ont égrené le grand nombre de morts résultants d'une seule et même maladie dite pandémie. À ce motif, les dictateurs imposent arbitrairement l'interdiction de circulation. Et nous nous soumettons, moi le premier, au-delà de ce que nous aurions pu imaginer ! Et pire, nous nous soumettrons aux mesures suivantes prises en conséquence de nos incuries collectives. Aucun moyen citoyen n'existe, semble-t-il, ou n'a existé pour contrer les effets des diktats gouvernementaux médiatisés. L'atonie frappant toutes les paroles, aucune contestation, même latente, ne pouvait se faire entendre... Puis la fin de la récréation a été sifflée et la fin du jeu décidée pour le 11 mai. Les promenades syndicales du 1er mai pour la première fois n'ont pas eu droit à la médiatisation. Oubliée la parade signifiante. Et le 11, les valets de servitude, bons petits soldats et pères de familles, ont du reprendre le chemin de la consommation servile tandis que les porte-paroles des organisations représentatives, ceux des ministères et des plateaux télé, piaillaient à qui mieux-mieux leurs sentences, menaces ou prétentions. Et nous, infantilisés, ne serons ni plus ni mieux considérés qu'avant car l'adage le dit : « Jamais mieux servis que par nous-mêmes ». Désillusions et dérisions font mon ressentiment, pour tous ces silences et inactions, y compris les miennes ! ●

Charles, CNT interco 71/58

# CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Bureau confédéral  
6, rue d'Arnal  
30900 Nîmes

www.cnt-f.org - Mèl : cnt@cnt-f.org

COMBAT SYNDICALISTE

CNT - 33, rue des Vignoles - 75020 Paris

Mèl : cs-administration@cnt-f.org

## Renault veut sacrifier son morceau Choisy

Le site de Val-de-Marne voué à fermer... Garder l'usine Renault et ses emplois.



**S**ur les 14 sites que compte le groupe Renault en France, seul celui de Choisy (Val-de-Marne) est menacé de fermeture définitive à l'horizon 2022. Renault envisage de transférer son activité à Flins (Yvelines), mais ce site serait lui aussi menacé à terme, avec la fin de la fabrication du modèle Zoé.

En recyclant et reconditionnant les moteurs et boîtes de vitesse, Renault Choisy travaille pour un présent qui évite le gaspillage. C'est déjà ça... Avec ses 263 salarié-es, sans compter les intérimaires, c'est une usine à taille humaine, avec des compétences professionnelles reconnues, saluée comme une « usine formidable » par la direction générale du groupe il y a quelques mois.



L'activité et l'usine sont reconnues rentables par ceux qui veulent aujourd'hui la liquider ! \*

Vouloir transférer les activités de Choisy à Flins, c'est mettre encore des travailleurs sur les routes ou plutôt sur la route, celle de Pôle Emploi car... qui ferait 150 à 200 km aller-retour tous les jours ? À la prétention de la direction de Renault d'en finir avec le site de Choisy (ouvert en 1949), les salariés doivent opposer la solidarité de la population. Non à la fermeture de l'usine Renault de Choisy ! Il faut en finir avec l'économie au service du profit. C'est ici et maintenant, à Choisy, que peut commencer une économie de proximité au service de la collectivité humaine et dans l'intérêt des travailleuses. ●

UL CNT Choisy-le-Roi

\* Mais le groupe Renault affronte des difficultés financières dans un contexte d'effondrement du marché automobile. Fin mai, Renault, qui va bénéficier d'un prêt de 5 milliards d'euros garanti par l'État, a annoncé la suppression de 15 000 emplois dans le monde dont 4 600 en France (soit près de 10 % des effectifs français). Ce programme présenté « sans licenciements » en privilégiant les « départs volontaires » s'inscrit dans le cadre d'un plan d'économie de plus de 2 milliards d'euros jusqu'en 2023..

# La reprise des hostilités sociales

Des profs, pas des profits. De l'éducation, de la santé, des services publics !



**L**a reprise, quelle reprise ? Celle des excédents bruts d'exploitation, des profits et du retour des dividendes ? Pour nous, le temps est à la reprise de la lutte ! À l'heure de la relance économique dans tous les secteurs, les nouvelles normes sanitaires bouleversent les organisations de travail, entraînant des risques physiques et psycho-sociaux pour tous les travailleurs et toutes les travailleuses. Commencée avant le confinement, la casse de notre métier et des services publics se poursuit.

Au ministère de l'Éducation nationale comme ailleurs, la pression managériale continue à faire loi. La course aux chiffres pour faire rentrer le plus d'élèves possible ne tient compte d'aucune considération pédagogique. Pire encore, profitant de la crise pour relancer un projet défait par la lutte l'année dernière, des député-es LREM prévoient de créer un statut de supérieur hiérarchique pour les directeurs et direc-

trices, accentuant la pression d'un management vertical au sein de nos écoles. Évaluer dès la reprise pour tout uniformiser et soumettre nos pratiques : Blanquer ne change rien. Sans compter les projets de rentrée numérique de la maternelle à l'université qui font saliver les capitalistes. La stratégie du choc omet bien tirer profit des crises pour faire avancer les vieilles lubies du libéralisme et de son monde-marchandise.

## ■ Moins d'élèves par classe, toujours mieux

Le confinement a montré que plus jamais nos revendications sont d'actualité : pour une école coopérative avec moins d'élèves par classe, sans fermeture de classes ni d'écoles, tout en titularisant les précaires de l'éducation.

Au-delà de la communication d'unité nationale que nous refusons, Macron et son monde profitent de la crise pour faire passer des lois et

ordonnances liberticides et précarisent davantage le monde du travail : vol de congés payés et RTT, suppression des 35 h, 60 h hebdomadaires dans certains secteurs, nouvelles affectations arbitraires, plans de licenciements massifs, poursuite des répressions de tous ordres contre les travailleur-euses (Inspection du travail, les « trois de Melle », profs sanctionnés pour s'être mobilisés début février contre les réformes et le bac sauce Blanquer...). S'appliquent aussi les ordonnances « travail » du gouvernement Valls lancées par Macron, alors ministre de l'Économie. Refuser des baisses de salaires, c'est donc risquer le licenciement. Tout le droit du travail est attaqué. Et les travailleur-euses renvoyé-es dos à dos, avec le chantage de suspension du chômage partiel s'il on ne eut prouver l'impossibilité pour l'école d'accueillir son enfant, créant des tensions entre parents et personnel enseignant. Diviser pour mieux régner, l'idée n'est pas neuve.

## ■ Faire face à la casse des services publics

Conscient-es que les attaques contre le service public hospitalier sont une étape dans le démantèlement de tous les services publics et face au monde qu'on nous prépare, plus que jamais nous devons construire un rapport de force.

Les soignant-es dans la rue le 16 juin, les dizaines de milliers de sans papiers le 30 mai, de jeunes contre le racisme et les violences policières avec le comité Adama le 2 juin, ont montré comment retrouver le chemin de la rue et du collectif. ●

STE 75



## La crèche qui mise sur l'optimisé

Il y a dix ans, la lutte contre la crèche à profit « People & Baby ».

**L**es crèches soumises à la rentabilité comme les hostos ? People & Baby l'a fait.

Il y a 10 ans, une section CNT y sema la contradiction et lançait une lutte qui sera finalement victorieuse. Contre le patronat, on n'oublie pas !

Il y a dix ans, la section CNT Petite enfance en lutte occupait jour et nuit les locaux de l'entreprise People & Baby dans les quartiers bourgeois du VIII<sup>e</sup> arrondissement, avec les camarades de la confédération et les parents de la crèche Giono..

### ■ Service public privatisé

Révoltées par les réponses de la direction suite à leur grève (mises à pied puis licenciements abusifs), les travailleuses ont mené l'occupation pour obtenir leur réintégration et de meilleures conditions de travail. Elles dénonçaient également la privatisation de la petite enfance menée par la Ville de Paris en sous traitant à des structures telle que People & Baby, gestionnaire privé de crèches dans toute la France\*.

Comme réponse, la direction de

People & Baby confirma les licenciements malgré les objections de l'Inspection et du Ministère du Travail. Toute la section CNT fut donc licenciée et le code du travail bafoué. Finalement, People & Baby a été condamnée des années plus tard par les Prud'hommes à verser des indemnités financières aux cinq professionnelles virées abusivement. Aujourd'hui encore pour ouvrir des crèches, des municipalités et des entreprises continuent d'accorder leur confiance cette entreprise condamnée pour discrimination syndicale et non-respect du code du travail.

Malgré les longues années à attendre que la justice leur rende raison, la lutte menée laisse un souvenir impérissable, bel exemple de solidarité interprofessionnelle et de lutte des classes.

### ■ La garde rapproche du profit

Aujourd'hui, la crise sanitaire montre que les revendications portées alors sont toujours d'actualité. Accueillir de jeunes enfants dans de bonnes conditions sanitaires nécessite des locaux adaptés et un nombre de professionnelles conséquent pour répondre à leurs besoins psy-

chiques et physiologiques fondamentaux, absolument incompatibles avec une gestion libérale et marchande\*\*. La course au remplissage et l'optimisation du taux d'occupation vont de pair avec la dégradation des conditions d'accueil. Le souci de rentabilité et le travail à flux tendu nuit à la sécurité et au développement physique et mental des enfants confiés par les familles.

Souvent méprisées, les travailleuses de la petite enfance ne font pas seulement de la « garderie ». Elles ont une réflexion sur leur pratique et la mettent en œuvre sur le terrain, en lien avec les autres corps de métiers de la filière (auxiliaires, CAP, infirmières, psychomotriciennes, éducatrices de jeunes enfants, médecins...) pour l'émancipation et l'autonomie des enfants et l'accompagnement des familles. ●

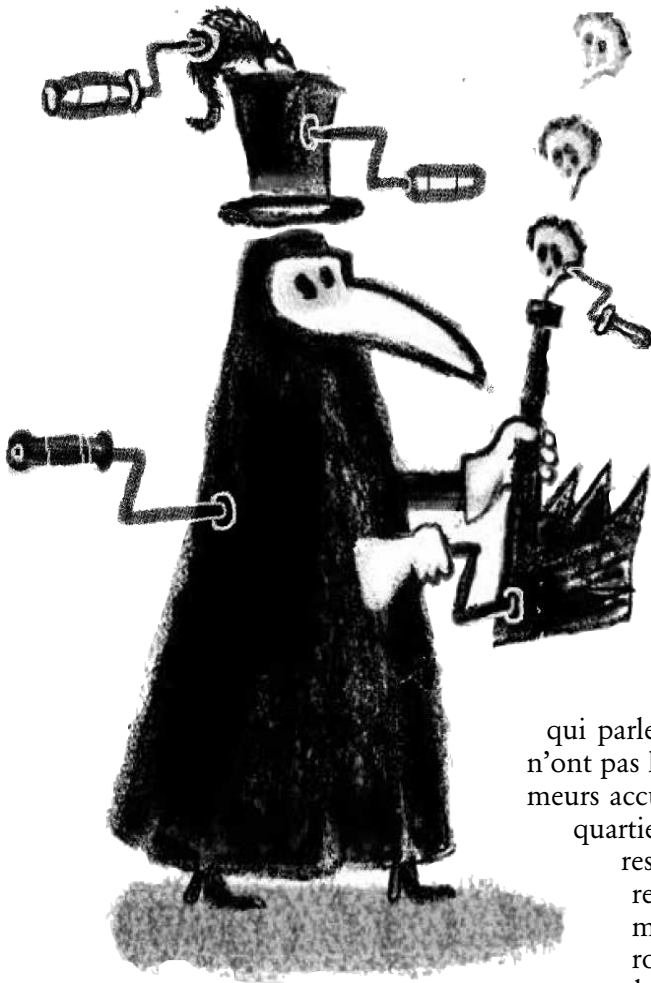
*CNT-RP et rédac du CS*

\* Société par actions simplifiées créée en 2004, gérant aujourd'hui 550 crèches d'entreprise et de collectivités. Employant près de 5000 personnes, l'entreprise se la joue objets connectés, petits pots bio, crèche bilingue et « éducation positive »...

\*\* lire « Le service public de la petite enfance, une réussite française en danger », dans le Monde diplo de février 2020 : [www.monde-diplomatique.fr/2020/02/SHAHSHAHANI/61355](http://www.monde-diplomatique.fr/2020/02/SHAHSHAHANI/61355)

## La faute au pangolin illuminati

Intox et théories complotistes masquées, sous couvert de critique de gestion calamiteuse de la crise.



couvert de « critiques » contre le gouvernement et la gestion de la crise, les messages antisémites, racistes, xénophobes, anti-scientifiques pullulent. Les fascistes ne parlent du peuple que pour exploiter sa colère. Leur seul but, c'est l'asservissement du genre humain.

Cette crise servira au moins de révélateur pour celles et ceux qui faisaient mine d'être dans le camp de la classe ouvrière. Ceux-là même qui parlent du peuple, mais qui n'ont pas hésité à propager des rumeurs accusant les habitant-es des quartiers populaires de ne pas respecter le confinement, resteront dans nos mémoires. Nous n'oublierons pas leur réflexe de classe : la stigmatisation des « classes dangereuses ». Qu'ils sachent désormais qu'ils seront chassés de nos luttes une bonne fois pour toute.

En jouant la carte lamentable d'une communication de paternaliste, prenant clairement la population pour des enfants à qui on peut mentir pour leur bien, en cédant si souvent à la tentation autoritaire à défaut de prendre des mesures concrètes et efficaces, ce gouvernement s'est savonné la planche, offrant un boulevard aux thèses conspirationnistes des forces réactionnaires. ●

La CNT

## Le bouillon de culture du complot

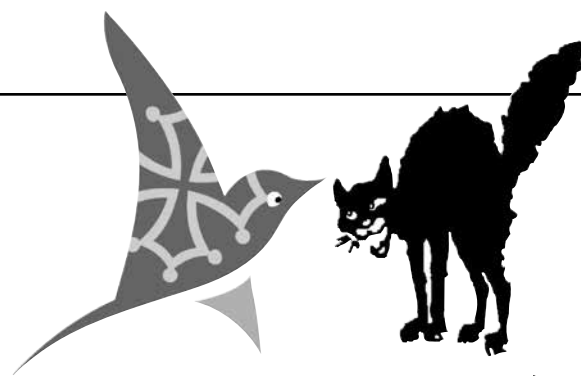
### Virus, complot : une vieille complicité.

Pouvoir, impact planétaire, panique, enjeux de mort : tous les éléments réunis par un virus mondial pour propager des théories du complot. Elles ont déjà surgi avec la peste au Moyen Age (la faute aux juifs, déjà), le choléra au XIXe (machination de la bourgeoisie pour anéantir le prolétariat...), le sida, Ebola (imposer une tyrannie médicale...) au XXe. Il y a dix ans, le virus H1n1 aurait inventé la « grippe Sanofi ». Avec le covid-19, les gens confinés, surconnectés aux réseaux sociaux, ont dopé la circulation de ces rumeurs : le virus aurait été conçu en laboratoire, par la CIA pour déstabiliser la Chine, ou l'industrie pharmaceutique, dans le cadre d'un projet occulte de « dépopulation » criminelle à grande échelle (vaccin à venir fruit de manipulation génétiques). Des naturopathes ont soupçonné BigPharma de vouloir vendre ses vaccins à outrance. La polémique sur la chloroquine a poussé dans le même sens : on nous cache tout, on nous embrouille. La critique du discours d'autorité (politique, médicale) fonctionne toujours à fond. Des sources scientifiques fumeuses ou hors sujet sont appelées à la rescousse, brassant des références, souvent contradictoires, qui entretiennent le doute. La mouvance Soral-Dieudonné a réchauffé ses thèses antisémites en ciblant quelques noms. Le complotisme le plus invraisemblable, ubuesque ou simpliste est toujours soutenu, porté, propagé par la faschosphère. ●

La rédac du CS

**L**a crise sanitaire est venue saisir une société déjà fragilisée par la politique de casse des conquêtes sociales des travailleur-euses. Les fascistes, plus ou moins à visage découvert, en profitaient déjà, notamment par des incursions plus ou moins discrètes et plus ou moins déjouées dans le mouvement social.

Par une propagande particulièrement active, les plus obscurantistes ont poursuivi, lors du confinement, un colossal travail d'intoxication et de désinformation. Sous



# Creacion de un seccion sindicala a l'escòla

Une section CNT dans l'école en occitan de Toulouse.

**L**a Calandreta\* de Garoneta est une école associative d'enseignement privé sous contrat avec l'État et un centre de loisirs administrés par les parents d'élèves qui sont les employeurs des 16 salarié-es.

L'enseignement est fait en immersion en occitan dès la maternelle, les enfants apprennent à lire et à écrire en langue d'oc, puis en français à partir du CE1 en comparaison avec l'occitan qu'ils et elles maîtrisent d'abord. Pédagogie institutionnelle issue de Célestin Freinet et de Jean Oury notamment. Malgré un effectif de plus de dix, aucune élection de représentant-es du personnel n'y a jamais été organisée.

## ■ C'est quand les élections ? Et la première réunion ?

En août 2019, avec l'embauche de huit animateur-rices (en CDI intermittent sur les temps CLAE et CLSH), le personnel a fait la demande d'élections du CSE. Adhérent-es à la CNT31, les deux candidat-es, Gregory (titulaire) et Laëticia (suppléante) ont monté une section syndicale fin 2019. Malgré la friolité des membres du bureau de l'association (des parents d'élèves et enseignant-es), ces élections ont été organisées le 14 janvier 2020 (1er tour). Quatre mois et demi après l'élection, aucune réunion n'a eu lieu entre les élu-es et le président du CSE, dont le règlement n'a pas été rédigé : le président du CSE (et président de l'asso) a chargé Grégory de le rédiger !

## ■ Contrats courts, aidés, convention collective ou pas

Depuis de nombreuses années,

les salarié-es sont très mal considérés. L'association a usé et abusé

chaque salarié-e (en poste avant septembre 2019), et des pertes d'ancien-



de contrats courts (animateurs en CDD) et de contrats aidés, manquant parfois à ses obligations, notamment de formation du personnel en contrats CUI ou CAE. L'association a dénoncé la convention collective de l'animation en septembre 2018, pour revenir au droit du travail (en y ajoutant un accord de branche permettant une semaine de congés de plus). Décision prise par obligation légale selon le bureau et le comptable et pour simplifier la gestion des salarié-es. L'association a surtout fait des économies sur le dos de ses employé-es. Mais en septembre 2019, le bureau décide du retour à la convention collective de l'animation (comme quoi l'obligation du retour au droit du travail, c'était faux) !

Ces décisions changeantes ont entraîné de grosses lourdeurs administratives : trois changements de contrat de travail en un an pour

neté, de jours enfants malades...

De plus, le travail des salarié-es n'est pas reconnu : des missions sont données oralement à certain-es mais sans le salaire intégrant ces responsabilités (indice inférieur aux tâches effectuées).

Lors du confinement obligeant à l'arrêt de l'activité, les salaires ont été maintenus pour mars puis réduits en avril, déclarés en chômage partiel malgré le fait que la mairie de Toulouse et la CAF aient assuré à l'asso que les financements seraient maintenus comme pour 2019. Nous serons particulièrement vigilant-es sur le montant des subventions pour nous assurer que nos salaires ne soient amputés, les finances de l'association n'ayant pas baissé. ●

*CNT Calandreta Garoneta*

\* « Petite alouette » en occitan. La zone du parler occitan (à peu près la moitié sud de la France) compte 64 écoles associatives occitanes (dont 2 à Toulouse), 4 collèges (dont 1 à Toulouse), un lycée calandreta.





## Les « jean-foutre » se rebiffent

Une section CNT créée à la mairie de Cluny (Saône-et-Loire).

**E**n 2014 à Cluny, un maire « sans étiquette » divers droite prend les rênes d'une collectivité de 110 agent-es et annonce par voie de presse vouloir remettre les fonctionnaires au boulot. Il s'adjoint les services d'une DGS, furie de la mise au pas de ces « *jean-foutre de fonctionnaires* ». Les ennuis commencent. Sa méthode ? La terreur. Des agents et directeurs sont mis au placard, poussés dehors ou changés de poste, peu important leurs compétences, leur expérience. On enlève des missions, on dénigre le travail, on moque les agents, on déstructure les services, on fait table rase de tout pour bien montrer qui est le chef, et on place de nouveaux pions aux postes d'encadrement, avec ou sans compétence.

### ■ Béni oui oui ou persécuté-es

Pour le style, c'est humiliation, intimidation, menace, division. Interdit de contredire, interdit de s'exprimer. La seule posture autorisée est le « oui », avec le sourire de préférence. La démolition se fait avec le consentement muet du maire, vastré dans l'illusion que ça bosse enfin. La DGS s'en prenait aux agents isolément, jamais à un service entier, afin d'empêcher une action collective. Des agents attaqués ont bien tenté de se défendre mais aucun dossier n'a abouti, les témoignages manquant, par peur de représailles. D'autres sont parties, ont été en arrêt pour dépression ou burn-out, d'autres encore ont capitulé après s'être fait démolir psychologiquement.

### ■ Chuis pas un monstre

Le 15 mars, le premier tour des élections est défavorable au maire. Mais confinement oblige, les agents se retrouvent coincés entre deux tours.

La DGS maintient en poste les directeurs et place les autres en ASA, Autorisation spéciale d'absence. À leur retour, elle se focalise sur les services culture et communication, dont l'activité ne pouvait reprendre faute d'autorisation de rassemblement. Hors tout cadre légal, elle réattribue de nouveaux postes, i n a d a p t é s .

Exemple : une infographiste catégorie B se retrouve en police municipale, payée à ne rien faire. Adhérente à la CNT, elle mobilise ses collègues et ouvre une section à laquelle adhèrent cinq agent-es\*. Treize témoignages de harcèlement et des risques psycho-sociaux au sein de la collectivité depuis 2014 sont collectés, accompagnant un courrier d'alerte co-signé CNT/CFDT envoyé au maire, au CHSCT, au centre de gestion, au préfet et au procureur. Furieuse de ce retournement mettant en évidence son management par la terreur, la DGS diligente une enquête sous couvert du CHSCT (dont aucun membre n'a été informé) et convoque par ce biais les agent-es soupçonné-es d'insoumission. La convocation étant irrégulière, personne ne se présente à l'entretien. Devant l'échec, la DGS envoie un membre du CHSCT recueillir des témoignages pour faire

**CONFÉDÉRATION  
NATIONALE  
DU TRAVAIL**



Un syndicat  
AUTOGESTIONNAIRE, SOLIDAIRE, SANS PERMANENT et de COMBAT !

**La CNT a le plaisir de vous annoncer  
la création d'une section syndicale  
à la mairie de Cluny**

**Un syndicat  
pour quoi  
faire?**

Défendre ses  
conditions de travail  
Ne pas rester seul.e  
face à sa hiérarchie  
Connaître ses droits  
Se tenir informé.e des  
événements hors de nos  
lieux de travail

**Un syndicat  
pour choisir**

La solidarité contre  
l'individualisme  
La lutte collective contre  
le chacun pour soi  
L'espoir contre la  
résignation  
L'esprit critique contre  
les fausses évidences du  
pouvoir et des médias

**NE RESTE PAS SEUL.E!  
REJOINS-NOUS  
à la section CNT - CLUNY**



Confédération nationale du travail  
CNT Santé Social et Collectivités Territoriales 71  
19 rue du Pavé - 71290 CUISERY  
06 01 22 17 94 sante-social.71@cnt-f.org

dire « *qu'elle n'est pas un monstre* ». La CNT riposte par un courrier de rappel du rôle et les missions des délégués du personnel et dénonce aussi l'absence de registre. Quelle que soit l'issue des élections, le combat commencé se poursuivra afin de mettre un terme à ces agissements nuisibles aux agent-es et contre-productif pour la collectivité. C'est déjà une belle victoire pour la CNT qui s'est imposée comme un syndicat pleinement dans son rôle. Les suivants n'ont qu'à bien se tenir, la section veillera à ce que le CHSCT soit un organe neutre, libre et efficace au service des agents. ●

*Syndicat CNT SSCT 71*

\* Après des années de syndicalisme mou représenté par FO, CGT et CFDT.

# La Covid-19 assigne les marins au travail

Contrats d'embarquement prolongés sans rapatriement : les marins de commerce soumis aux armateurs.



**S**elon l'Organisation internationale du travail, de 150 000 à 200 000 marins sont actuellement retenus à bord des navires. Ils ne peuvent pas rejoindre leur famille après leurs contrats et sont tenus de rester à bord. Un exemple d'oubliés de la crise sanitaire.

Le 1er mai à midi, tous les navires en mer et dans les ports ont fait sonner leur corne de brume une minute. Objectif : alerter du drame des marins de la marine marchande. Les mesures de confinement sont difficiles à digérer pour ces marins.

En effet, les restrictions de déplacements internationaux leur interdisent de débarquer à la fin de leur contrat prévu pour deux, trois ou six mois. Un contrat qui oblige pourtant l'armement à rapatrier le marin au lieu d'embauche, généralement

son domicile. Les marins restent donc à bord et continuent de travailler, certains embarqués depuis plus

*marin dans un pays où il sera mise en quarantaine une ou deux semaines et où il ne sera pas en mesure de rentrer chez*

*lui faute de liaisons aériennes ». La solution ? Qu'ils continuent à trimer. Tout bénéfice pour les armateurs. Les navires n'ayant jamais autant été utilisés pour approvisionner les populations en denrées de première nécessité, les profits du premier trimestre augmentent alors qu'en 2019, les mêmes armateurs affichaient des pertes colossales. Et une fin de contrat implique parfois des primes de retour, que les armateurs décalent dans le temps. Jackpot !*

En France, l'intersyndicale des marins CGT-CFDT-FO-CFE CGC-CFTC

s'est inquiétée dès mars : « Nos organisations syndicales apportent tout leur soutien à ces femmes et hommes embarqués qui n'ont pour la plupart aucune perspective d'un retour auprès de leurs proches et se retrouvent aussi dans la

## L'emploi maritime : un monde à part

**Les marins ne sont pas embauchés par les compagnies maritimes, mais généralement employés avec un contrat court par une agence d'emploi spécialisée, appelée société de manning, qui fournit la main d'œuvre à l'armement. Dans le monde, la majorité des marins vient d'Asie, principalement Philippines, Indiens, Indonésiens, là où le syndicalisme est faible. En France, difficile de connaître le nombre de marins opérant sur des navires de commerce. « Armateurs de France », l'organisation patronale donne des chiffres qui regroupent pêche, commerce et grande plaisance. En moyenne, chaque année, une centaine d'étudiants entre en formation pour devenir officiers de marine marchande. Ils obtiennent un diplôme en cinq ans avec un niveau d'ingénieur. Seuls 20% et 30% font une carrière de marin. Les autres visent plutôt des métiers à terre. Rien d'étonnant quand on voit la façon dont ils sont traités.**

de six mois, parfois neuf.

Les armateurs ont en apparence exprimé de la compassion. Dans les faits, ils se retranchent derrière les décisions des différents gouvernements : « Impossible de débarquer un



*« crainte d'un isolement sanitaire en cas de difficultés médicales à bord, quelles qu'elles soient ».*

Les syndicats ont demandé au gouvernement la mise à l'arrêt des navires pour les missions non essentielles à la Nation, l'économie des produits manufacturés restant déclarée essentielle alors que les magasins étaient fermés, tout comme l'import d'hydrocarbures alors que les stocks affichaient des taux d'occupation de plus de 100%.

Un plan de continuation pour les remorqueurs pour se centrer sur les missions de sécurité et de manœuvres prioritaires (une notion qui n'a jamais été définie) ? Il n'y a pas eu de plan.

Les syndicats ont revendiqué un dépistage de santé avant embarquement, l'interdiction de quarantaine non réglementaire dans des chambres d'hôtel avant embarquement sur l'initiative de l'employeur, une consultation des CSE des plans de prévention de Covid à bord des navires...

Fin avril, l'OIT a interpellé les gouvernements pour le retour à terre des marins. Peu se sont mobilisés. En Europe, Gibraltar a accepté le débarquement des marins mais c'est avant tout un port militaire, voisin d'Algésiras, très fréquenté par des navires de tous types. Pour aller

d'Algésiras à Gibraltar, il fallait passer par l'Espagne qui a refusé d'ouvrir ses frontières. Rajouter une escale pour débarquer ces marins ? Trop cher pour les armateurs. La santé et le moral des marins attendront.

La crise du Covid-19 tend à se résorber mais rien n'a changé pour les marins. Ce 8 juin, l'OIT a renouvelé son appel d'urgence aux gouvernements : *« Il est inacceptable d'obliger des marins épuisés à continuer de travailler plus de quatre mois après la fin de leur contrat. Cela met en danger leur santé et la sécurité maritime... ».*

Epuisés, les marins travaillent huit

heures par jour sans discontinuer depuis des mois. Des cas d'automutilation et des tentatives de suicide ont été signalés.

L'ensemble des organisations internationales du travail et maritime demande que le statut de marin soit inscrit comme « travailleur essentiel » qui exempterait des restrictions de voyage, pour rentrer à terre, et embarquer l'équipage de relève.

Quant aux marins dont le contrat devait démarrer lors du confinement, ils sont sans emploi, sans ressources, sans protection sociale ni indemnités de chômage. ●

*Elie Raby*



## Vive les vacances et crosse en l'air !

Pandémié-es , confiné-es, sacrifié-es, révolté-es ...

**A**vril 2020, le confinement. La guerre mondiale est déclarée. Il a donc fallu se confiner mais surtout sauver l'économie.

Du coup, nous les « confinés » devons comprendre toute évidence contre tous les charpentiers, caissières, soignant-es, facteurs, bonnes sœurs et tant d'autres pouvaient goûter aux joies du télétravail, ce rêve de bobo libéral. Bon d'accord, impossible. Il a fallu aller au charbon même sans moyen de protection sanitaire. Après tout, c'est la guerre, et l'économie de guerre, c'est pas les vacances. Le droit de retrait a été mis en avant par de nombreux syndicats, y compris la CNT, face à cette « mobilisation générale » qui veut son lot de victimes. De quoi reprendre le cri des mutins des boucheries militaires : crosse en l'air ! Des frémissements de solidarité se sont fait jour au delà de la sphère étatique : restaurateurs et employé-es servant des plats aux soignant-es, aux entreprises et à leurs salarié-es, changeant leurs productions non indispensables en fabrication de masques, etc. Et si après on continuait comme ça ?

Gouvernement, État et patrons nous l'ont fait savoir: nous sauverons l'économie et la désertion n'est pas tolérable, l'insoumission exé-

crable. On est loin de la réforme des retraites, des grèves, des manifs et autres mouvements sociaux. « Nos » gouvernants ont déjà retaillé le cos-

en dépend...

On nous a promis du sang et larmes, une fois la pandémie passée. Maintenant il faut sauver le capitalisme, relâcher le libre échange, aider les banques, soutenir l'État. On nous l'a fait tant de fois ! Après avoir démolis les services publics - et tout particulièrement le système hospitalier-, l'État redevenu pour un instant providence nous exhorte à ingurgiter cette promesse mais... il vous faudra payer.

Après la guerre, l'Union sacrée, et l'enfouissement dans les tranchées domestiques, l'intérêt général, ce concept patriotard brandi pour nous amener à voler au secours, en rangs serrés et dociles, des intérêts très particuliers des banques et des fonds de pension.

L'État providence de retour fait marcher la planche à billets. Les sommes engagées donnent le tournis alors qu'il y a quelques semaines, il était impossible de débloquer des fonds pour le service public ou pour les retraites. Réinjectés dans

l'économie, les dizaines de milliards d'euros providentiels devront être remboursés rubis sur l'ongle. L'addition revenant aux besogneux à qui on demande une fois encore de transpirer. Les bénéficiaires des dividendes bancaires quant à eux resteront confinés dans les paradis fiscaux.

Des fois que la sortie momentanée du salariat, du travail contraint nous ferait voyager vers des rivages



tard du droit du travail au-delà de toutes les espérances du patronat. Et voilà de nouveaux les laborieux complètement déshabillés, totalement à poil. Finies les 35h, on peut passer aux 60h, travailler le dimanche, 7j/7, avec des dates de congés imposées par les employeurs. C'est la grande braderie ! Pour la durée de la pandémie ou plus, pas de date de péremption. Il faut savoir prolonger une guerre si la pérennité du libéralisme



exotiques... Des fois que nous en profiterions pour faire autre chose, autrement, penser différemment, envisager d'autres modes de production, d'autres rapports au travail, d'autres rapports humains plus solidaires, moins mortifères... Des fois qu'on aurait des envies de ne pas revenir à la « normalité » dont il faut justement se débarrasser.

L'économie mondiale est en crise : qu'elle crève ! En plus de vingt siècles, le génie humain n'aurait-il accouché que de ce système capitaliste mortifère, prétendu incontournable ? Nous saurons inventer une autre civilisation. « *Oui mais ça branle dans le manche* » : les utopies vivantes sont à portée de main. Elles seront saisies « *dès que les pauvres s'y mettront* ». Aura-t-il suffi d'un virus minus pour nous en rendre compte ?

Par contre, nous constatons la vacance des pouvoirs fondés sur cette économie libérale qui se suffirait à elle-même.

C'est aussi la vacance de l'État, un bref instant sur le devant de la scène pour renflouer comme à chaque fois le capitalisme. L'État tout dévoué aux intérêts libéraux, sauveur des temps de crise, qui, s'il intervient aujourd'hui, saura redonner au moment voulu ses prérogatives aux intérêts capitalistes après nous avoir fait payer l'addition. Toujours la même chanson : privatiser les profits, collectiviser les pertes.

Quant à la guerre mondiale contre le coronavirus, ce n'est sûrement pas la der des der. En période de mobilisation générale, l'État met en première ligne sa plus belle incarnation : l'Armée, environ 200 000 hommes et femmes. Le Service sanitaire aux armées c'est environ 15 000 personnes -plus une réserve de 2000 effectifs- dont environ 2000 médecins, des équipements contre la guerre chimique, bactériologique et nucléaire. Un potentiel si peu mis

à contribution par l'État : un hôpital de campagne installé dans l'Est avec une capacité d'accueil de... 30 lits, des rotations héliportées pour exfiltrer moins d'une centaine de malades des zones à risque vers des lieux plus cléments. On est assez loin de la ligne Maginot qui pourtant avait fait ses preuves, un peu controversées sans doute. Bientôt, patience, nos paras sauteront sur Juvisy ou sur Vélizy, enfin partout où la guerre fait rage.

Sur le front, les décisions des pouvoirs politiques sont incohérentes, la communication gouvernementale dérisoire, ubuesque. Mais c'est de la communication de guerre, donc de la propagande. Des demi-mensonges avec tous ces « *replis sur des positions stratégiques préparées à l'avance* ». Quelques organes de presse en continu, la voie de leur maître, en font le relais indéfectible : Radio Paris ment, Radio Paris ment ...

Trois scénarii sont envisageables pour l'après pandémie :

- Comme avant : retour « à la normale » si nous nous retrouvons les manches. De nouveau les patrons pourront patronner, les profiteurs profiter et les classes laborieuses iront au charbon dans un bel effort de redressement national. On sauvera l'incontournable capitalisme, on poursuivra la destruction des espèces, on continuera à polluer en visant le naufrage écologique mais n'est-ce pas le prix à payer pour pouvoir remplir nos caddies dans les temples de la grande distribution ? On peut raisonnablement penser que ce scénario ne tiendra pas la route longtemps mais c'est à voir... Le capitalisme a tellement de fois prouvé ses capacités à se régéné-

rer sur la sueur et la misère du plus grand nombre.

- Autoritarisme : guère plus appétissant : l'État ayant expérimenté avec succès des mesures contraignantes, prolongerait, bien au delà de la pandémie, le flicage et les limitations des droits individuels et collectifs, la mise en berne du droit de réunion et de manifestation, la démolition du droit du travail. Éventuellement avec le soutien d'une population tétanisée. Après tout, le coronavirus, c'était quoi d'autre que la chienlit ? Après la peur, il serait bon que l'ordre règne. La tentation autoritaire n'est pas loin et avec elle avec la fermeture des frontières, le repli nationaliste érigé comme barrière sanitaire, l'avènement possible d'un populisme roi, la xénophobie. La tentation fascisante ne tarderait pas à suivre.

- L'ambition à portée de main : oui, une révolution sociale est possible. Il nous appartient, à nous libertaires, anarcho-syndicalistes, pleinement conscient-es de la maigreur de nos forces, de nous y atteler encore davantage. L'anarcho-syndicalisme est un humanisme. Oui il est possible de réinventer des utopies vivantes, de construire un autre monde plus solidaire, de se débarrasser du capitalisme et de l'État, de réinventer un service public, un autre rapport au travail, d'instaurer une véritable justice sociale sans classe, de vivre sur une planète enfin affranchie des pollutions industrielles et financières, dans une solidarité et une fraternité internationaliste. Mais pour cela il faudra beaucoup de bras. Quel choix aurions-nous d'autre ? ●

À Epeigné les Bois de la Tatine, avril 2020  
Tessi Rom, militant anarcho-syndicaliste

## Amériques



*L'eau rare: un élément de plus de la fragilisation sanitaire.*

# Des peuples en lutte face au COVID

Les peuples premiers des Amériques paient très cher la pandémie. Réminiscence terrible des premières hécatombes subies avec l'arrivée des Blancs.

L'arrivée des Européens et avec eux de maladies hautement contagieuses en Amérique a signé une hécatombe démographique parmi les peuples originaires. La pandémie de Covid-19 rappelle cet épisode particulièrement sombre de l'histoire du continent, car la maladie touche massivement les peuples autochtones des différents pays, révélant une fois encore les politiques inégalitaires. « Un bon Indien est un Indien mort » diraient certains, ou qu'on laisse mourir en l'abandonnant à des conditions de vie insalubres.

Aux États-Unis, au Brésil, en Argentine notamment, les communautés autochtones sont parmi les plus touchées (les Navajos de l'ouest des États-Unis constituent le foyer le plus important après la ville de New York). Elles doivent lutter sur tous les fronts: la maladie elle-même (sans les moyens mis en oeuvre par l'État ou la région), les difficultés d'approvisionnement et de subsistance, les attaques de leur territoire.

### ■ Du nord au sud, des conditions de vie précaires

Dans la réserve navajo qui s'étend sur 71000 km<sup>2</sup> (la taille de l'Écosse), douze centres de santé seulement permettent de venir en aide aux habitants<sup>1</sup>. La pauvreté omniprésente, dans des foyers qui abritent souvent trois ou quatre générations, est à la source de maladies chroniques

renforçant la mortalité due au Covid-19: diabète, hypertension, obésité... À ces conditions de vie s'ajoutent l'éloignement des points d'eau potable, et celui des infrastructures numériques.

De la même façon, les peuples originaires d'Argentine ont été complètement laissés pour compte par le gouvernement péroniste d'Alberto Fernandez en Argentine. Manque de nourriture, d'eau, de médicaments et exclusion de la société. Les Wichis, présents dans le Chaco, dans les provinces de Formosa et Salta, vivent dans des situations très précaires; huttes en terre cuite ou en bois, dont le toit est souvent fait de tôle ondulée. Et la cohabitation intergénérationnelle dans un espace restreint surchauffé constitue un obstacle au confinement. D'habitude chasseurs et pêcheurs, les Wichis perdent une importante source d'alimentation suite aux restrictions de mobilités imposées par le gouvernement. Par ailleurs, ces populations étaient habituées à aller chercher leurs ressources d'eau en ville, n'ayant pas de station d'épuration à proximité. Enfin, les Wichis ont perdu leur principale source de revenus puisqu'ils ne peuvent plus vendre d'artisanat.

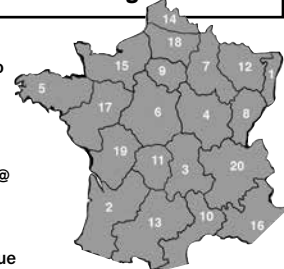
Cette situation désastreuse est également vécue par les Mapuches, présents en Patagonie. Dans la province de Neuquén, la communauté Lof Cayupan, composée de 150

familles, se situe à 65 km de Zapala, la ville la plus proche. Avec la mise en place du confinement, les autorités argentines ont décidé de fermer la route qui traverse la communauté et la ville. Privée d'accès à cette route, la communauté Mapuche ne peut donc plus s'approvisionner en nourriture ni vendre ses élevages caprins et ovins. Le centre d'artisanat Mapuche a aussi fermé. En plus de cette perte de revenus, l'hôpital le plus proche est celui de Zapala: il est donc devenu impossible pour cette communauté de bénéficier de soins de santé. Pour Hugo Lican, le chef de la communauté Ruka Choroy, les difficultés d'approvisionnement en bois de chauffage, constituent un véritable problème avec l'hiver qui arrive. Les communautés Guaranies, au nord ouest du pays, ont dû faire face à des difficultés semblables.

Les populations indigènes ont également des difficultés à obtenir les aides économiques mises en place par l'État argentin pour faire face au coronavirus. Pour le mois d'avril, le revenu familial d'urgence (IFE) a été déployé pour permettre aux travailleurs autonomes et à ceux dont les revenus sont informels, de pallier les pertes économiques engendrées par la pandémie. Cette aide s'élève à un montant d'environ 200 euros. Au total, 1 687 communautés indigènes pourraient potentiellement en bénéficier. Mais beaucoup de communautés n'ont pas accès à Internet ou sont trop éloignées des

**Vous trouverez sur le site Internet [www.cnt-f.org](http://www.cnt-f.org), toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par région.**

**Bureau confédéral**  
6, rue d'Arnal 30900 Nîmes  
06 52 17 93 54  
mél : [cnt@cnt-f.org](mailto:cnt@cnt-f.org)



## 1 Alsace

Union régionale CNT c/o  
Lucha y Fiesta  
BP 30017 67027  
STRASBOURG CEDEX 1  
09 52 91 12 14 alsace@  
cnt-f.org

## 2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue  
Sanche-de-Pomiers, 33000  
Bordeaux

06 95 52 69 71

[ul33@cnt-f.org](mailto:ul33@cnt-f.org)

Syndicats régionaux PTT

Aquitaine, BP 80099, 33704

Mérignac

Culture Aquitaine 36,  
rue Sanche-de-pomiers,  
33000 Bordeaux

## 3 Auvergne

Union locale CNT

Salle Poly, place Poly,  
63100 Clermont-Ferrand

## 4 Bourgogne

**Franche Comté**

Syndicat intercorporatif de  
Saône-et-Loire  
et de la Nièvre  
19 rue du pavé  
71290 Cuisery,  
CNT 21

61 rue Jeannin

21011 Dijon

[http://www.cnt-f.org/\\_cnt-interco-21\\_.html](http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html)

06 01 22 17 94

## 5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT  
BP 30423, 35004 Rennes  
CEDEX

06 34 98 30 72

[bretagne@cnt-f.org](mailto:bretagne@cnt-f.org)

## 6 Centre

CNT Centre  
13 rue Pierre Fournier  
41600 Lamotte-Beuvron  
[cnt-centre@cnt-f.org](mailto:cnt-centre@cnt-f.org)

## 7 Champagne- Ardennes

Syndicats CNT Marne

BP 90009,

51201 Épernay CEDEX

## 8 Franche-Comté

Syndicats

CNT Doubs

c/o CESL, BP 121, 25014

Besançon CEDEX [cnt-doubs@cnt-f.org](mailto:cnt-doubs@cnt-f.org)

CNT Jura

Sur la Roche

39370 Les Bouchoux

## 9 Île-de-France

Union régionale CNT

33, rue des Vignoles, 75020

Paris 01 43 72 95 34

[br.rp@cnt-f.org](mailto:br.rp@cnt-f.org)

## 10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT

6 rue d'Arnal 30000

Nîmes

[ur.lr@cnt-f.org](mailto:ur.lr@cnt-f.org)

## 11 Limousin

Union locale Limou-sin

6, rue de Gorre,

87000 Limoges,

[cnt87@cnt-f.org](mailto:cnt87@cnt-f.org)

## 12 Lorraine

Union régionale CNT

[ur.lorraine@cnt-f.org](mailto:ur.lorraine@cnt-f.org)

UD CNT Moselle

5, place des Charrons,

57000 Metz

[ud57@cnt-f.org](mailto:ud57@cnt-f.org)

## 13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT

18, av. de la Gloire,

31 500 Toulouse

Tél 09 52 58 35 90

## 14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32,

rue d'Arras, 59000 Lille

03 20 56 96 10

[ur59-62@cnt-f.org](mailto:ur59-62@cnt-f.org)

## 15 Normandie

Syndicats CNT Calvados

BP 02,

14460 Colombelles

Syndicats CNT Seine-

Maritime BP 411, 76057

Le Havre CEDEX Syndicat

CNT Eure

[interco27@cnt-f.org](mailto:interco27@cnt-f.org)

## 16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000

bâbords 61, rue Consolat

13001 Marseille

## 17 Pays la Loire

voir Bretagne

## 18 Picardie

Voir avec Nord-pas-de-Calais

## 19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT

20, rue Blaise-Pascal,

86000 Poitiers

05 49 88 34 08

## 20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT

44, rue Burdeau

69001 Lyon

structures étatiques pour en faire la demande, ou effectuer de longues démarches administratives.

La distribution de bons alimentaires mise en place par le gouvernement s'est également complexifiée en raison de l'éloignement des villages et de la fermeture des instances publiques.

Face à l'inaction du gouvernement, seuls les ONG et les groupes universitaires s'engagent auprès des peuples indigènes, traduisant entre autre en langues indigènes des mesures d'hygiène.

### ■ Les peuples du Brésil menacés par l'exploitation minière

Au Brésil, où le virus a été traité par le président comme une « simple grippe », et où le nombre de morts ne cesse de s'accroître, les peuples autochtones sont aussi soumis à une augmentation des violations de leurs territoires. En effet, les va-et-vient d'exploitants de mines illégales, les exposent au virus, alors qu'ils ne reçoivent aucune protection de l'état.

Parallèlement, une enquête indique que les zones déboisées ont pratiquement doublé en Amazonie, passant de 2649 à 5076 kilomètres carrés.

Le rythme de progression de l'exploitation minière illégale est tout aussi inquiétant. « Rien que dans les terres des Yanomami, il y a déjà plus de 30 000 mineurs », rapporte le coordinateur du Conseil missionnaire indigène (CIMI), Antonio Eduardo Oliveira. Jusqu'à la fin de l'année dernière, l'estimation était de 20 000 mineurs. La crise sanitaire a encore affaibli les contrôles et a ouvert des brèches. De plus le Secrétariat spécial à la santé indigène (SESAI) n'aurait

aucun plan de prévention d'urgence ou de confinement au cas où la maladie progresserait.

Enoque Taurepang, coordinateur du Conseil indigéniste de Roraima, affirme que la loi ne fonctionne pas pour les mines illégales : « *Nous luttons contre l'État, contre cette maladie et nous ne savons pas combien de temps encore nous pourrions repousser toutes ces attaques. Nous sommes subordonnés à un État, à la loi et à la Constitution, qui ne fonctionnent qu'au profit des hommes d'affaires de ce gouvernement.* » Selon lui, l'absence d'organes de l'État et le manque d'équipements de base dans les postes de soins - tels que gants, masques, gel hydroalcoolique et médicaments - font craindre une rapide contagion parmi les populations autochtones et chez les dirigeants qui servent de médiateurs entre les divers villages.

En outre, Enoque Taurepang, qui est aussi chef de la communauté Araça dans l'état de Roraima, témoigne de la difficulté de s'isoler dans une région traversée par des flux d'exploiteurs miniers illégaux, mais aussi de migrants venus du Venezuela, ou repartant dans leur pays d'origine, et de citoyens qui tentent de se protéger en quittant les grandes agglomérations.

Au Congrès, la résistance autochtone au coronavirus est menée par la députée Joenia Wapichana (du parti Rede-RRR), coordinatrice du Front parlementaire commun pour la défense des droits des peuples autochtones. « L'augmentation des invasions de terres indigènes est une préoccupation supplémentaire. Cette période de crise sanitaire n'a pas arrêté les invasions qui visent l'exploitation des ressources naturelles à l'intérieur des terres



indigènes », a déclaré la parlementaire dans une interview en ligne, le 9 avril. Joenia Wapichana a également assuré que les peuples autochtones ont agi rapidement et fermement pour empêcher le Covid-19 de se propager dans les villages. « *Les communautés ont travaillé sans relâche pour alerter leur propre population de ne pas se rendre dans les centres urbains, en adoptant des mesures d'isolement afin qu'il n'y ait pas d'entrées de personnes étrangères, des efforts visant précisément à protéger la collectivité* », a-t-elle dit.

### ■ Résistances autochtones

La résistance des peuples autochtone s'organise à travers le continent. Depuis la prison de Temuco au Chili où il a commencé depuis une quinzaine de jours une grève de la faim, avec ses compagnons prisonniers politiques, le machi mapuche Celestino Cordova écrit une lettre publique<sup>1</sup> pour demander à rejoindre son lof, sa communauté, pour vivre l'isolement auprès des siens sur une terre qu'il a toujours défendue, et qui guide encore sa résistance. La grève de la faim a commencé le 4 mai, et se poursuit, dans l'indifférence du gouvernement de Piñera et en dépit des innombrables soutiens qui accompagnent Cordova et ses compagnons. Le 13 avril, en plein confinement, on apprenait l'explosion d'un pont sur la route de Tirua dans la région de Lleu Lleu. L'action a été revendiquée le lendemain par le groupe de Résistance

mapuche Lavkenche, de même que les coups de feu visant les gendarmes venus sur place<sup>2</sup>. Cette action a été menée contre les forces armées au service des entreprises forestières. Leur communiqué évoque la volonté, à travers cette action, d'avancer d'un nouveau pas vers l'unité de la résistance mapuche dans la zone de Lavkenche et de réaffirmer leur volonté d'expulser sans compromis de leur territoire toute entreprise forestière ou exprimant des visées capitalistes. D'autres initiatives mapuches ont vu le jour.

Au Mexique, des organisations indigènes se sont unies dans un «Réseau pour la défense du maïs»<sup>3</sup>, exigeant dans un large appel relayé par le site Acciones diversidad:

- le droit des peuples autochtones, des communautés et des organisations à organiser leur isolement de façon autonome, aussi longtemps qu'elles le souhaitent, et le refus d'un «retour à la normale» prématuré;

- la liberté d'approvisionnement et de production agricole, sans aucune restriction, ni dans le choix des semences locales ni dans celui des techniques agricoles, pour permettre à toutes les communautés de s'auto-suffire alors que les pénuries commencent à se faire ressentir;

- la santé et la protection sociale des peuples pour lutter contre la privatisation des systèmes de soin promus par le système néolibéral. La gratuité et l'universalité des soins médicaux pour l'ensemble du Mexique, y compris pour les

travailleurs agricoles migrants;

- le respect intégral des droits du travail

- la remise en cause et l'arrêt de l'extractivisme car il nuit à la santé des peuples autochtones: exploitation minière, des gaz de schiste, l'accaparement et l'exploitation de l'eau, mais aussi la production agro-industrielle qui pollue massivement et déclenche des foyers d'infection et de maladie (élevage industriel des porcs, des poulets etc)

- le refus de toute culture transgénique dans le pays

- le rejet définitif des super-projets et de tout projet d'exploitation minière

- la protection active des femmes et des filles, et la prévention de toute violence de genre de façon plus générale.

À travers cette pétition «pour la défense du maïs», c'est tout le système capitaliste qui est donc remis en cause par les communautés autochtones du Mexique.

Les résistances autochtones se développent et s'organisent face à cette pandémie conséquences des logiques capitalistes. La pandémie a violemment touché les populations les plus démunies, mais elle a aussi accru la conscience d'un impossible «retour à la normale», ou d'une «normamité» qui n'a jamais existé. ●

GT Amériques

1 Source: Marie Normand pour RFI, 15 mai 2020

2 Enquête du journal O Estado de São Paulo, basée sur des informations de l'Institut national de recherche spatiale

3 Source: Mapuexpress, le 22 mai 2020

4 Source: El Desconcierto, 15 avril 2020  
Source: Desinformémonos, 21 mai 2020



## Turquie



### La covid-19 rime se conjugue avec racisme d'État

**O**n ne compte plus les atteintes aux libertés que la gestion étatique de l'épidémie de covid-19 a permis. Partout, les tendances autoritaires des gouvernements libéraux s'affirment avec plus ou moins de force selon le contexte. Volant de crise en crise, le gouvernement islamo-conservateur et ultra nationaliste actuellement aux manettes de l'état turc enfonce le clou de sa volonté dominatrice. Et tous les prétextes sont bons.

Depuis le coup d'état raté de l'été 2016, les opérations policières intérieures et militaires à l'extérieur se succèdent. Car il s'agit pour ceux qui sont au pouvoir de lutter contre « le terrorisme » et ses supports. C'est sur la base de cette accusation, foireuse en soi, que sont actuellement emprisonnés plusieurs milliers d'opposants politiques qui grossissent les rangs d'un système légal et pénitentiaire parmi les plus rageux du monde : plus de 280 000 prisonniers en tout en 2020. Si 90 000 ont pu bénéficier d'une remise de peine pour désemplir les geôles en raison de l'épidémie, aucun des prisonniers politiques n'a pu

bénéficier de cette largesse sanitaire (en France, on a eu la même pour les prisonniers basques).

Comme le rappelle le magazine en ligne Kedistan, les conditions dans les prisons turques sont abjectes. Le journaliste Nedim Türfent, emprisonné à Van depuis 2 piges et qui doit en tirer encore au moins 6 (pour « terrorisme ») écrit par exemple que les masques et la bouffe y sont vendus, cher, aux détenus, en toute tranquille illégalité.

Et, comme ici, la répression use maintenant de l'argument covid pour battre son plein, sur le plan institutionnel cette fois. Pas encore suffisamment satisfait d'avoir mis en taule plusieurs parlementaires du parti populaire démocrate (Halkların Demokratik Partisi - HDP), un des principaux partis d'opposition, ouvertement pro-kurde, féministe et favorable à un municipalisme participatif et engagé, Erdogan et ses alliés fascistes du parti national populaire (MHP) sont entrain d'arrêter les maires des municipalités acquises par le HDP lors des élections de 2019.

Débarquant tôt le matin, les flics

arrêtent les élus, assiègent les mairies, et permettent à des administrateurs nommés par le ministère de l'intérieur d'y prendre place. Depuis 2019, ce sont donc 51 mairies qui ont ainsi été « saisies ». Pour lutter contre le terrorisme et mieux gérer l'épidémie, prétextent les autorités. Tout récemment, de nouveaux députés du HDP ont été arrêtés.

Face à l'atonie des médias turcs réduits au silence par la répression, le HDP lance un appel au soutien international que le secrétariat international le CNT souhaite relayer. Nous gardons en tête que le HDP est une organisation politique légaliste, participant aux élections, mais nombre de compagnons et de potes des camarades de la CNT adhèrent à cette organisation et en bien des points, nous nous retrouvons dans leurs luttes. ●

*Wack, GT-Asie*

Quelques liens pour suivre cette actualité brûlante :

[www.hdp.org.tr/](http://www.hdp.org.tr/) (en anglais, kurde, turc)

[www.kedistan.net/](http://www.kedistan.net/) (en anglais, français, turc)

L'excellent blog en français de l'historien Etienne Copeaux [www.susam-sokak.fr/](http://www.susam-sokak.fr/)

### La Coordination Rouge et Noire unit sa voix au cri de « Justice pour George Floyd »

**N**ous avons la conviction que cet assassinat est l'une des conséquences du racisme institutionnel et structurel qui inonde notre société, dont il est une caractéristique essentielle, au même titre que le fascisme, qui fait partie intégrante de certaines de ses institutions comme la police. Il est clair que le monopole d'État de la violence est exercé par la police elle-

même dans la plus grande impunité, à l'encontre de toutes les formes de minorités. Non seulement raciales, mais aussi sociales, sexuelles ou de classe.

Ce que nous affirmons aujourd'hui, c'est qu'en ce moment, on ne peut pas se contenter de lutter contre le racisme, mais qu'il faut être radicalement antiraciste. Si nous nous déclarons antiracistes, anti-

fascistes et anarchistes, nous ne sommes pas des terroristes parce que nous luttons pour l'égalité et l'abolition de tout type de barrière sociale. Les terroristes, ce sont ceux qui, depuis leur position privilégiée, autorisent et ne condamnent pas les assassinats comme celui de Georges Floyd.

Justice pour Georges Floyd ! ●

*La Coordination Rouge et Noire*

USA



## Amerikkka versus America

Le meurtre policier de Georges Floyd plonge les USA dans une guerre civile qui ne dit pas encore son nom.

D'un côté, l'état, les flics et les fachos, de l'autre les opprimés et les antifas. Entre les deux, la bourgeoisie et les Démocrates qui cherchent à calmer le jeu ou à profiter politiquement de l'insurrection populaire contre la police et leur patron-gangster à la Maison plus blanche que l'argent blanchi.

Dans les médias, les grands écarts des géants du web font sourire. Ils dénoncent publiquement le racisme systémique et même, mettraient volontairement un genou symbolique à terre, mais attention, pas pendant l'Hymne national.

### ■ Lots of laughter, yellow laughter.

La diffusion d'une vidéo solidaire de Joe Biden pendant la cérémonie d'inhumation de Georges Floyd à Houston, Texas, nous a laissés aussi froids que la distance glaciale qui sépare ce prétendant présidentiable de la réalité économique de la famille qu'il déclare soutenir. « Big George » fut assassiné pour une histoire de 20\$ tandis que le candidat Biden en a déjà dépensé 260m\$ pour sa campagne électorale dont les contributions à plus de 60% émanent des coffres des grands groupes(1). Peu étonnant, donc, qu'en même temps, langue fourchue, il appelle à une augmentation de 300m\$ du budget fédéral de la police.

Cette déconnexion des oppresseurs du vécu des opprimés n'est pas sans rappeler la plaidoirie de Steven Austin(2) en 1835 devant l'Assemblée mexicaine à l'époque où le Texas faisait encore partie du Mexique déjà abolitionniste. Austin demandait aux députés une dérogation pour que les anglos texans puissent avoir

le droit de posséder des esclaves : J'ai une seule esclave moi-même, une vieille qui s'occupe des enfants et qui fait vraiment partie de la famille (3). Le refus du gouvernement mexicain mit en colère les colons blancs racistes qui n'attendaient que ce prétexte pour se soulever contre « l'opresseur mexicain » au nom de « la liberté »... d'être esclavagiste.

### ■ Lots of tears, bitter tears.

D'un côté, médiatiquement, donc, les tweets répugnants d'un Donald Trump assiégé, en perte de vitesse depuis son allocution ridicule, Bible à la main, devant l'église des présidents incendiée. De l'autre, le discours prophétique à la Martin Luther King du pasteur Al Sharpton à Minneapolis qui donna sa bénédiction au soulèvement lors du premier service de commémoration pour Georges Floyd :

D'abord, on ne peut pas décemment utiliser une bible comme accessoire théâtral. Et pour ceux dont les programmes n'ont rien à voir avec la justice, la famille de Georges ne vous permettrait pas d'utiliser sa mémoire comme accessoire non plus. (Applaudissements dans la salle). Dressons-nous pour ce qui est juste ! (...) L'histoire de George Floyd, c'est l'histoire de tous les afro-américain-es. Depuis 401 ans, la raison pour laquelle on n'a pas pu devenir ceux et celles que l'on souhaitait, que l'on rêvait d'être, c'est parce que vous aviez le genou appuyé sur notre cou. Nous étions plus intelligents-es que les écoles sous-financées dans lesquelles vous nous avez placés, mais vous aviez le genou appuyé sur notre cou. Nous arrivions à gérer des corporations plutôt que de dealer dans la rue, mais vous aviez le genou appuyé

sur notre cou. Nous avions des talents créateurs, nous arrivions à faire ce que tous les autres arrivaient à faire, mais on n'arrivait pas à dégager votre genou de notre cou. Ce qui est arrivé à George Floyd arrive tous les jours dans ce pays dans l'éducation, dans les services de santé et dans tous les domaines de la vie américaine. L'heure est venue de se dresser au nom de George pour dire : « *Enlevez votre genou de notre cou !* » (Ovation).

Les flics travaillent genou à genou avec les néo-nazis, les avertissant en cas de passage, une récompense certainement pour « les coups de main » dans de multiples villes américaines où des groupes de « justiciers » armés se mobilisent contre les antifas ou pour protéger les entreprises susceptibles d'être pillées. Nuit après nuit, des batailles rangées opposent flics et fachos aux insurgés-es.

Chaque victoire apporte au monde de l'oxygène pour respirer. Des militant-es d'un quartier de Seattle ont mis une telle pression sur la mairie et la flicaille que ces derniers furent obligés d'abandonner le commissariat. À l'instar d'Exarchia, le quartier fut déclaré « zone autonome ». Sur les barricades, une banderole déclare à qui veut passer : « *Vous quittez les USA.* »

Si à Seattle, Trump décide de passer en force avec son armée, là où le gouverneur préférerait patienter, ce serait un pas encore plus significatif vers la guerre civile ouverte. D'ailleurs, son tweet dans ce sens a enfreint les règles de Twitter sur la « glorification de violence ».

Qui plus est, sa décision de lancer sa campagne électorale le 19 juin est vécue par la communauté afro-américaine comme une insulte, une provocation insupportable de plus -comme s'il en manquait. Connue sous le nom de Ju-



Des vigilantes fafs sur les toits d'un centre commercial

neteenth, « junième », cette journée hautement symbolique dans le calendrier de luttes américaines, commémore le jour en 1865 où des Africain-es asservi-es au Texas ont appris qu'ils étaient libres.

Puis le choix de ville de Trump, Tulsa dans l'Oklahoma, est très loin d'être anodin. C'est ici en 1921 que 300 personnes, pour la plupart afro-américaines, furent massacrées par une foule de Blancs déchaînée suite à un incident impliquant un orphelin noir de 19 ans qui a trébuché et heurté une fille blanche de 17 ans.

Peut-être bien que dans les annales de l'histoire, la journée du 19 juin 2020 sera baptisée Open bar pour les suprémacistes blancs.

Les armes dont disposent les forces opposantes sont incommensurablement inégales. D'un côté, des skateboards sont utilisés pour défoncer les vitres des voitures de police ou pour faire bouclier contre les tirs de flashballs. Et à Seattle, la première ligne contre les tirs de gaz lacrymogène fut composée de militant-es portant des parapluies ouverts. D'accord, un flic a été descendu lors d'une émeute, mais à part ça, l'arme la plus lourde déployée par les militant-es fut une masse... pour détruire la statue d'un officier de l'armée confédérale.

Du côté du pouvoir et à titre d'exemple, pour le seul État de New York, le budget de la police équivaut à celui de l'armée de la 7ème puissance du monde(3). À leur côté, les fafs couards n'hésitent pas à faire béliet avec leur voiture pour renverser les manifestant-es, souvent des mamans avec des enfants en bas âge.

Il y a eu de centaines, peut-être de milliers d'arrestations et d'autres meurtres étatiques encore tels ceux qui ont coûté la vie à David McAfee, le Barbecue-man, à Louisville ou à Antonio Valenzuela en Californie. Les journalistes aussi sont une cible de choix et

sont de vingtaines voire des centaines de blessés, vas savoir.

Bien sûr, la force des opprimé-es, c'est leur détermination à en finir avec la brutalité policière. Leur rage contre l'injustice constitue le combustible de l'insurrection. À chaud, la revendication initiale visait les flics coupables pour le meurtre de George Floyd. Le jour où Minneapolis était à feu et à sang, Tami-ka Mallory, organisatrice de la Marche des femmes, expliqua :

*« Nous ne sommes pas responsables de la maladie mentale qui a été infligée à notre peuple par le gouvernement américain, les institutions et les personnes qui occupent des postes de pouvoir. Je m'en fous si l'on brûle Target (5), car Target devrait être dans les rues avec nous pour demander la justice que notre peuple mérite. Où était AutoZone au moment où Philando Castile a été abattu dans sa voiture ? Qu'est-ce qu'ils représentent réellement ? Où étaient-ils ? Donc, si vous ne venez pas à la défense du peuple, alors ne nous défiez pas. (...) Arrêtez les flics. Inculpez les flics. Inculpez tous les flics, pas seulement certains d'entre eux, pas seulement ici à Minneapolis. Inculpez-les dans toutes les villes d'Amérique où nos gens sont assassinés. (...) Ne nous parlez pas de pillage. Vous êtes tous des pillards. L'Amérique a pillé les Noirs. L'Amérique a pillé les Amérindiens quand ils sont venus ici, donc c'est ce que vous faites. Nous l'avons appris de vous. Nous avons appris la violence en vous regardant. »*

La leçon principale se trouve là, précisément mais implicitement. Les opprimé-es ont appris que c'est uniquement grâce aux émeutes que le policier assassin de George Floyd et ses complices ont été inculpés. Désormais, la devise ne sera pas Il n'y a que la lutte qui paie mais il n'y a que l'émeute qui paie.

Depuis et en raison de l'apport d'analyses historiques et sociales des intellectuel-es afro-américain-es ainsi que le

travail et la lutte de longue haleine des associations et syndicats abolitionnistes tel

que nos camarades à l'IWW(6), les revendications ne portent plus sur le seul maillon policier dans la chaîne de l'oppression, mais davantage sur la nécessité de détruire la chaîne dans son intégralité.

Le capitalisme mis au monde par la Révolution industrielle fut largement alimenté par le racisme esclavagiste. Aujourd'hui, le capitalisme néo-libéral s'en sort grâce au Complexe industrialo-carcéral, entre autre.

Angela Davis, toujours aussi combattive qu'il y a 55 ans quand elle était menacée par la chaise électrique, oppose le féminisme abolitionniste au féminisme carcéral. Ce dernier s'appuie sur la violence de l'État pour la « libération » féministe. D'après elle, imaginer que pour être en sécurité, il faudrait de la violence de l'État n'est qu'un leurre.

L'abolition pénale ? D'après Angela Davis il s'agit de repenser le genre d'avenir que l'on souhaite, l'avenir social, l'avenir économique, l'avenir politique. Il s'agit d'une révolution(7).

Jamais dans l'histoire américaine, on n'aurait pu imaginer le démantèlement où le dé-financement des forces d'ordre. Jamais le projet d'abolitionnisme pénal n'avait autant de chances de se réaliser. Jamais la classe capitaliste n'a autant tremblé. Jamais la révolution n'a semblé aussi atteignable.

Les journées et les semaines de lutte à venir seront déterminantes. ●

*Gt Amériques et Si-traductions*

(1) [www.opensecrets.org/2020-presidential-race/candidate](http://www.opensecrets.org/2020-presidential-race/candidate).  
 (2) Fondateur de la République de Texas en 1836 .  
 (3) Mexico and Texas, 1821-1835, Eugene C. Barker.  
 (4) [www.cheatsheet.com/culture/states-cities/the-nypd-is-one-of-the-worlds-strongest-militaries.html](http://www.cheatsheet.com/culture/states-cities/the-nypd-is-one-of-the-worlds-strongest-militaries.html).  
 (5) Target est une chaîne américaine de distribution (6) Ce sont nos camarades rouges et noirs de l'IWW qui ont aidé les prisonnier-es américain-es à monter des syndicats des travailleur-es incarcéré-es. Voir <https://incarceratedworkers.org> .  
 (7) Angela Davis en entretien avec Amy Goodman sur Democracy Now !, 12 juin 2020.

## À quelle assoce se faire manger



### **Te plains pas, c'est pas l'usine. L'exploitations en milieu associatif.**

Lily Zalzett et Stella Fihn,  
Niet éditions, 110 p. 7 euros.

**A**vant d'évoquer les pièges de la soumission volontaire, les autrices rappellent la mise en laisse du secteur associatif par l'Etat et les collectivités qui pratiquent une sous-traitance low cost de leurs missions de service public, déléguant jusqu'à la pacification des quartiers populaires. Ce qui tend à anesthésier les luttes et toutes formes de conflictualités sociales. De l'huile dans les rouages, donc. Depuis les années 2000, ces assos ont été immergées de force dans une logique de marché, mises en concurrence, contraintes de courir après des appels à projet en se fondant dans le moule des cahiers des charges des subventions. Il a donc fallu remodeler ses activités pour s'y conformer. La carotte guidant l'action. Parfois un-e salarié-e n'est là que pour gérer des dossiers techniques et complexes de demandes de subventions, les instruire, son poste étant associé à cette tâche et financé par elle. D'où un paradoxe : être efficace revient à rendre inutile de proroger les subventions, échouer à faire preuve de cette performance revient au même, la subvention non

reconduite.

La survie de la structure joue vite sur le besoin récurrent de précarités et l'engagement impérieux au-delà du contrat de travail. Sans compter ses heures. Pensez, il y a la bonne cause, l'éthique de l'asso, des bénéficiaires qu'on ne peut pas laisser dans la merde, des collègues non plus. On retombe dans le piège du dévouement forcé par les circonstances, mais vite admis, intériorisant le don de soi hérité de la vocation religieuse et des bonnes œuvres.

Parler de convention collective, de contrat de travail passe vite pour un sabotage. Comment « faire ça » à une structure qui vous a choisi-e, qui compte sur vous pour sauver la monde? Dans une communauté qui est presque une famille, où le chef est presque un copain, la preuve on le tutoie, où l'on se doit d'être tou-ttes soudé-es, solidaires, volontaires... L'apparente souplesse de son emploi du temps porte sa propre perversion, qui transforme chacun-e en acteur conscient de ses dépassements d'horaires, gérant soi-même son travail gratuit, son consentement à être exploité-e. Tout tend à effacer les rapports hiérarchiques,

l'encadrement, les formes de pouvoir interne. Les contrats aidés, services civiques, temps partiels ouvrent la voie au sur engagement et à la docilité.

Au chapitre sur les résistances à cet ordre oppressif, on manque un peu de perspectives. Les luttes passées se sont plus centrées sur la survie financière des structures, revendiquant le retour des subventions ou des contrats aidés, sans mettre trop en cause les subordinations aveuglées par l'assignation à la loyauté des exécutant-es. Même si l'alliance des plus pauvres, le sous prolétariat des associations et les bénéficiaires qu'il est chargé de servir, paraît être la voie pour s'extirper du dévouement qui occulte les rapports de classe. Première étape, reconnaître l'activité comme un travail, pas un engagement, et démonter l'illusion du cocon bienveillant, enveloppant, version associative de l'esprit maison des entreprises paternalistes.

Les associations, c'est pas rien. Sur les 1,4 millions existantes, 160 000 emploient 1,8 millions de salarié-es, soit 9,7 % des effectifs du privé (chiffres 2018). Un vaste terrain de lutte. ●

*Nicolas, Intercos Nantes*

# Nestor, Buenaventura



## Viva l'anarchie !

Bruno et Corentin Loth,  
La Boîte à bulles, 80 p., 18,00 €.

Des proscrits à Paris. En 1927, trois anars espagnols, Buenaventura Durruti, Francisco Ascaso et Gregorio Jover, rencontrent à Vincennes Nestor Makhno. Entre Ukraine et Espagne, le récit croise l'histoire libertaire, avec ou sans majuscules, comme on veut. Makhno, Durruti. Diminué par la maladie, Makhno sort du grand élan révolutionnaire, Durruti va y entrer avec fracas. Et pertes aussi. Le problème avec la mise en exergue de héros, c'est que ça fait un peu le pendant de l'histoire classique, vue à travers les « grands hommes », chefs d'Etat, monarques, généraux... autant dire complètement à l'opposé de l'histoire populaire collective. Pour tenter d'éviter de tisser

des lauriers aux icônes, ce sont ici des militant-es, Sébastien Faure, Berthe Faber et Émilienne Morin, qui sera bientôt la compagne de Durruti, Gallina Makhno, qui racontent autour d'une table ces deux biographies de personnages célèbres et marquants qui de fait ont assumé un rôle de leaders. Deux destinées croisées, Makhno, Durruti, confrontations d'expériences

On peut être contre l'Etat, on peut revendiquer d'avoir fait naître un « nouvel état d'esprit ». Nestor Makhno a réussi ça pendant quelques mois en Ukraine, même s'il a échoué à l'échelle du temps long, celui de la mémoire des vaincus. Les années en taule au bagne de Boutyrka à Moscou ont consolidé sa culture libertaire, la bibliothèque était curieusement bien fournie pour un lieu de répression. Il lit notamment *La Conquête du pain*, de

Kropotkine mais il y chope aussi la tuberculose. Sorti de zonzon par la révolution bolchévique, il repart haranguer les paysans de Gouliaï Polié, prononcer Гуляйполе en ukrainien. C'est là que se joue l'expropriation des latifundiaires de leurs luxueuses datchas, pour collectiviser les terres. L'invention des premiers soviets ruraux, avant la répression féroce.

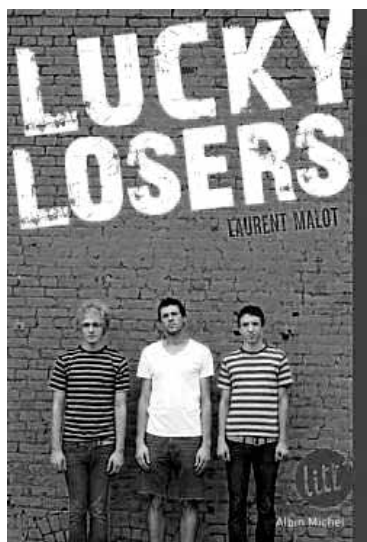
On passe à la saga des débuts de Durruti, avant la guerre civile. Fils de porte-parole des ouvriers tanneurs, cheminot, syndiqué en 1917, manif sanglante, grévistes sur le carreau, sabotage de loco, action désavouée par l'UGT. Viré du syndicat socialiste, il passe à la CNT. Déserteur de l'armée, il s'exile en France, où il contribue à créer une librairie sociale libertaire. À Barcelone, en 1920, il fonde un groupe d'autodéfense armé, des *justicieros* qui rendent coup pour coup, faisant le coup de feu contre les pistoleros, ces nervis briseurs de grève à la solde du patronat. Le mot d'ordre : « se défendre et ne pas se soumettre » n'échappe pas à une spirale de violence guidée par la vengeance. Mais les braquages expropriateurs de banques financent aussi des librairies, partout dans le monde.

Bruno Loth n'est peut être pas le dessinateur le plus habile et talentueux mais il sait articuler un récit, mêlant ardentes conversations théoriques autour d'une table, qui adoptent parfois un peu trop le ton du manifeste, et flash backs plus enlevés où l'action, les décors divers redonnent plus de vie. Ce premier tome s'achève avant l'évocation de la Mahnovtchina et les débuts de la Guerre civile espagnole. ●

Nicolas, interco Nantes.



## La lutte des classes commence en classe



**Lucky Losers,**  
Laurent Malot,  
Albin Michel Jeunesse,  
304p., 13,50 euros

**C'**est un lycée à Douarnenez, essentiellement fréquenté par les fils d'ouvriers des usines environnantes. A à la faveur d'un incendie qui a ravagé leur propre établissement, surgissent soudain les fils de patrons et filles de bonne famille du lycée privé d'à côté. Sean Kinsley vient de débarquer d'Angleterre à la faveur de la séparation de ses parents. Entouré de sa bande de copains, les « Lucky Losers », il tombe immédiatement amoureux d'une jeune fille de haute naissance. Ce qui lui donne le courage d'affronter de manière inattendue une autre bande,

celle des fils de cols blancs, petits cons prétentieux qui prennent un plaisir sadique à humilier leurs nouveaux "camarades" ploucs. Ce défi sportif, sur le terrain des ennemis de classe, implique toute la bande et donne lieu à des scènes assez burlesques, dans la veine de la comédie sociale anglaise.

La fermeture de trois usines de la ville donne au défi entre ados une toute autre résonance. La lutte en classe devient le détonateur d'une lutte des classes, pour le travail, pour la dignité. Grèves et manifestations se succèdent alors que Sean fait son apprentissage social.

Dans ce roman paru en 2017, Laurent Malot traite avec humour et sincérité

la prise de conscience de ces ados découvrant à la fois l'amitié, l'amour et la guerre sociale qui se joue autour d'eux. Ils parviennent à redonner le sens de la lutte aux adultes qui les entourent et les soutiennent. Entre la morgue des profs enfermés dans leur vision réactionnaire de l'éducation, la résignation de la plupart des parents et la violence sociale qui se joue à travers ce défi sportif, ce roman donne à lire pour les ados la possibilité de résister à la fatalité des défaites ouvrières. Et l'envie de gagner moins une épreuve d'équitation ou d'aviron que le droit de défier l'ordre capitaliste et hiérarchique du monde. ●

Claire, STE93

## Une grande dame

L'hommage de Serge Utgé-Royo à Hélène Chatelain.

**H**élène Chatelain, réalisatrice et écrivaine d'origine russo-ukrainienne, vient de quitter la surface de nos vies, le 11 avril 2020... Pour la mémoire des libertaires et de tous les humains curieux, elle aura réalisé – parmi de nombreux livres et films – « Nestor Makhno, paysan d'Ukraine » (1996) et « Goulag » avec Iossif Pasternak (Arte Vidéo, 2000).

Elle était la compagne

d'un autre grand frère d'anarchie, Armand Gatti. Ces deux êtres nous laissent, au-delà de la tristesse de l'absence, deux œuvres riches pour chacune et chacun d'entre nous. Compagnes et compagnons, prenez soin de vous et des autres, et gardez-vous des garde-chiourme.

Salut et fraternité ●

Serge Utgé-Royo



Visionner le film sur Makhno : <https://youtu.be/6atC5oSM9j?t=20>

## ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de  30 € (soutien),  22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM ..... PRÉNOM. .... ADRESSE.....

PROFESSION..... MAIL.....

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste* C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci : **durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement.** Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine. Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.

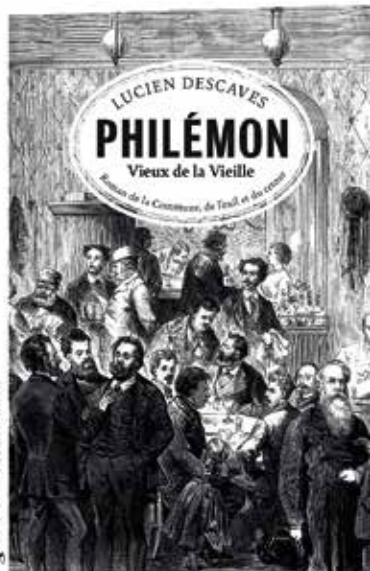


ABONNEMENT GRATUIT



Lucien Descaves

## Gloire aux épaves



### Philémon, vieux de la Vieille,

Lucien Descaves,  
éditions La Découverte,  
344 p. 22 euros.

C'est le grand récit des mornes lendemains de la Commune, le monde d'après la Semaine sanglante, jusqu'à l'amnistie de 1880. Un livre de combat contre l'oubli, contre l'effacement de la mémoire des rescapés, proscrits et exilés en Suisse. Un roman d'enquête et d'Histoire, construit à partir d'une longue série d'entretiens avec les survivant-es. Seul le personnage principal, Philémon, est une invention, ou plutôt un personnage composite qui doit beaucoup à Gustave Lefrançais et à un autre communard

moins célèbre, Henri Mathey. On croise là des membres de l'administration communarde, de l'Internationale, des militaires de circonstance, défenseurs des fortifications contre l'armée des Versaillais, des révoltés et des sans grade, des figures connues, des condamnés par contumace. Echappés de la répression, ils ont rejoint une communauté d'exilés, de solidarités, même si les rancunes peuvent parfois diviser. Des portraits esquissés, attachants, chaleureux, sans gloriole, de persécutés se serrant les coudes, malgré l'environnement menaçant, la traque policière et la délation massive (400 000 lettres de dénonciation entre le 22 mai et les 13 juin 1871). Les noms défilent, la démarche plus lente, le dos un peu plus voûté que sur les barricades, rappelant leurs états de service dans les arrondissements de Paris sous la mitraille, dans l'administration éphémère ou l'exécutif de la Commune. Elisée Reclus, Vallès, Pindy, Chaudey, Ferré, Paule Mink et André Léo, Courbet, le mystique Babick... Ils bricolent selon leur savoir faire, vivent d'expédients ou de petits métiers qui ne sont pas les leurs. De vieux lions et un vieux beau, des blanquistes égarés dans les replis du boulangisme, des fidèles aux idéaux, à l'entraide, montant en Suisse une société d'aide mutuelle, des cours d'astronomie populaire, de dessin, de droit politique, ou ouvrant La Marmite sociale, réplique à Genève du resto coopératif

d'Eugène Varlin et Nathalie Lemel à Paris. Ils seront trois cents en Suisse, dont certains mouchards infiltrés semant la suspicion générale, rendant parfois la fraternité difficile, méfiante, sélective. Il y a là aussi les réchappés des insurrections d'avant Paris, celles de Lyon, Saint-Etienne, Marseille, Le Creusot. Des patronymes familiers des livres d'histoire sociale et des participants directs des événements, farouches et enthousiastes, mais moins notoires. Tout-es dépositaires des souvenirs mémoriaux. Le premier titre choisi par l'auteur, Lucien Descaves pour ce roman documentaire, était « Les Epaves ». Écrit trente ans après, avec ceux qui sont encore là pour témoigner. « Ecrasés, dépotés, proscrits mais pas vaincus » souligne Philémon. Sous le portrait de Varlin, ils boivent à l'indépendance du monde et entonnent des chants de lutte. Les refrains de chansons de 1848, de la Commune et après, des chansons populaires du temps, accompagnent les souvenirs. On suit les débats de ces vétérans à table, les querelles et arguties parfois encore à vif, y compris contre les quelques re-lents de nostalgie romantique de la geste héroïque. Inexorablement, la mort fait tomber sa faux sur ces rangs clairsemés jusqu'à celle, très digne, de Philémon, suicidé au gaz avant la déchéance de corps et les atteintes à l'entendement. ●

Nico, Interco Nantes

### LA CNT C'EST QUOI ?

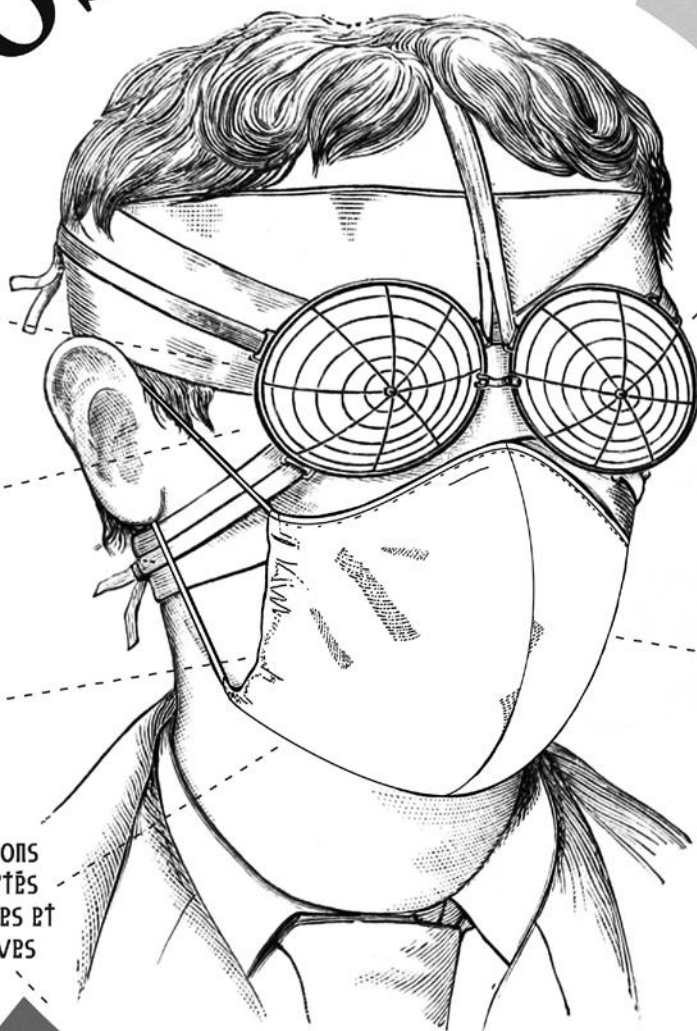
**UN SYNDICAT !** Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

**DE COMBAT !** Parce que les intérêts des travailleur-euses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

**AUTOGESTIONNAIRE !** Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un.es. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !

# Racisme, sexisme, capitalisme, ON NE PEUT PLUS RESPIRER

LEURS GUERRES  
NOS MORTS



code  
du travail  
démantelé

violence  
policière  
soutenue

service  
public  
détruit

restrictions  
des libertés  
individuelles et  
collectives

masque  
budgétaire

autoritaire  
⚡  
populaire

masque  
sanitaire

NOS LUTTES  
NOS VIES

